

Adhésion à l'UE

Prise de position de la young european swiss

*La **young european swiss I yes** est d'avis que les défis mondiaux d'aujourd'hui ne peuvent être relevés par un pays seul. En choisissant la voie de l'isolement, la Suisse et sa population risquent non seulement leur prospérité, mais aussi de perdre le contrôle des processus politiques internationaux. C'est pourquoi la **yes** souhaite un débat intense et contradictoire sur les relations de la Suisse avec les Etats voisins et en particulier avec l'UE. En fin de compte, la **yes** exige que la Suisse entame des négociations d'adhésion avec l'UE, afin que la voix de la population suisse soit entendue au niveau européen.*

Le supranationalisme comme unique solution

Le monde a radicalement changé au cours des 50 à 60 dernières années. Alors qu'avant la Première Guerre mondiale, la « souveraineté » signifiait encore l'indépendance par rapport aux influences extérieures, elle englobe aujourd'hui plutôt la capacité qu'a un Etat d'influencer, au sein d'un groupe d'Etats partenaires, les développements qui le touchent à un stade précoce. La mondialisation a eu pour conséquence que presque toutes les problématiques ont des effets transfrontaliers. Cela a créé des interdépendances indéniables qui ne peuvent être réglées que par la coopération. La Suisse dépend elle aussi de la participation à cette coopération transnationale : car, notamment en raison de sa situation géographique au cœur de l'Europe, elle ne peut relever seule les défis du monde actuel, tels que les migrations, la numérisation, le développement technologique, la criminalité transfrontalière, le changement climatique et le terrorisme. La Suisse n'est pas un îlot de prospérité indépendant, mais son bien-être et son destin sont étroitement liés à ceux de ses voisins. La mondialisation signifie également que le poids économique et démographique relatif de l'Europe dans le monde diminue fortement. Ce n'est qu'ensemble que les pays européens pourront faire entendre leur voix dans le monde et affirmer leurs intérêts à l'avenir. Enfin et surtout, l'UE est bien plus qu'une simple union économique : c'est une communauté d'Etats qui défendent au niveau international des valeurs communes telles que l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme, des valeurs que la Suisse partage également et qu'elle a intérêt à voir progresser dans le monde.

Seul le droit de codécision constitue une amélioration

Dans la discussion sur l'adhésion à l'UE, les aspects négatifs de l'Union européenne dominent en Suisse. D'une part, de nombreux aspects positifs de l'UE sont laissés de côté (main-

tien de la paix, mobilité des jeunes, protection des droits fondamentaux), d'autre part, on ignore qu'aucun des problèmes actuels dans les relations avec l'UE ne peut être résolu de manière permanente sans adhésion. Paradoxalement, les opposants à l'UE se plaignent de la coercition et du manque d'influence sur les décisions qui les concernent directement. Seule une adhésion ouvrirait toutes les portes à la Suisse pour l'aider à façonner la politique européenne selon ses propres idées et pour contribuer à la résolution de certains problèmes persistants. Pour l'Etat suisse, ainsi renforcé dans sa démocratie moderne, l'élément du droit de codécision doit être un facteur déterminant.

La Suisse dans une impasse?

Même après la controverse autour de l'initiative contre l'immigration de masse, de nombreux acteurs politiques présentent toujours les accords bilatéraux avec l'UE comme la « solution miracle » des relations avec l'Union européenne. En tout état de cause, la Suisse est constamment obligée d'aligner sa législation au droit communautaire afin de ne pas compromettre sa participation au marché intérieur européen. Jusqu'à présent, plus de 50% du droit suisse est inspiré de l'acquis communautaire, ce qui signifie que la Suisse adopte à peu près le même nombre de lois européennes que son pays voisin l'Autriche, qui, en tant qu'Etat-membre, participe à l'élaboration de toutes les règles du marché intérieur. Tôt ou tard, la Suisse n'aura pas d'autre choix que d'adhérer pleinement à l'UE.